

Journées de retrait de l'école : comment les enseignants retissent le lien avec les parents

Le Monde.fr | 31.03.2014 | Par Mattea Battaglia



Un « choc », une « douche froide », un « réveil brutal »... Pour les professeurs qui ont eu à observer des absences d'élèves lors des précédentes « journées de retrait de l'école » (JRE), lancées en janvier par la militante Farida Belghoul, l'épisode reste difficile à expliquer, alors qu'une quatrième journée de retrait était annoncée ce lundi 31 mars.

D'autant que, paradoxalement, les taux d'absentéisme les plus élevés n'ont pas été relevés dans les écoles expérimentant les ABCD de l'égalité, le dispositif de lutte contre les inégalités accusé d'être le « cheval de Troie » de la théorie du genre en milieu scolaire.

Le boycott n'a pas fait tache d'huile, reconnaissent ces enseignants : il n'a touché qu'une centaine d'écoles primaires (sur 48 000) les 24 et 27 janvier, 70 le 10 février, selon les statistiques ministérielles. De quoi aborder avec une relative sérénité les JRE prévues ce lundi 31 mars. Mais sans baisser la garde, avertissent les premiers concernés.

« ON MARCHE SUR DES OEUFS »

« *Il ne faut pas amplifier le phénomène, mais pas le sous-estimer non plus* », témoigne Sylvie Blanchet, enseignante spécialisée auprès d'élèves en grande difficulté, intervenant dans quatre écoles d'un quartier sensible d'Orléans. « *En classe, ces derniers temps, on marche sur des œufs, on pèse nos mots... et on s'accroche pour recoller les morceaux en misant sur la relation humaine, personnelle avec les parents.* »

Cette professeure, très engagée dans l'accompagnement de familles récemment arrivées en France, n'en revient toujours pas que l'envoi de SMS « *au contenu délirant* » — certains évoquant une « *initiation à la masturbation* » en maternelle ait suscité pareille émotion parmi les parents. « *Quatre ou cinq familles par groupe scolaire y ont été sensibles, estime-t-elle, pas plus ; mais c'est à ce type d'événement, même circonscrit, qu'on mesure à quel point l'école peut susciter de la méfiance.* »

« *L'inquiétude des parents, quel qu'en soit le motif, je me dois de l'entendre, de la prendre en charge* », réagit Bénédicte Voisin, enseignante de CP à Montpellier. Dans son école ZEP du quartier de la Paillade, où près des deux tiers des élèves sont d'origine étrangère, l'absentéisme n'a concerné, fin janvier, qu'une dizaine d'enfants. C'est que la réponse de l'équipe a été immédiate : une réunion avec les parents programmée l'après-midi même où les rumeurs ont commencé à circuler.

Lire aussi : [Les mésaventures du film « Tomboy »](#)

« Il y avait foule à 17 heures, raconte-t-elle. L'occasion de rappeler combien la confiance réciproque est nécessaire, et combien les enfants ont besoin de sentir enseignants et parents unis autour d'eux pour progresser... Se crispier n'aurait fait qu'accroître la distance, le risque de rupture ! »

Mais dans les villes où les JRE ont ratissé plus large, restaurer le dialogue peut prendre plus de temps. *« C'est la guerre froide avec certains parents... Et elle est d'autant plus difficile à désamorcer que ce sont des parents délégués, dont la parole a du poids »*, témoigne sous couvert d'anonymat cette directrice à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Dans son école, plus d'une vingtaine de familles ont prêté l'oreille aux calomnies. *« Vous auriez du voir les mots d'excuse »*, poursuit-elle, indignée. *“Mon fils ne viendra pas car vous allez lui montrer des films pas bien, lui apprendre à faire l'amour !” On a été déçus, choqués... Le malaise est là. Relancer le moteur ne va pas de soi.* » Au point que l'équipe a renoncé à organiser une kermesse cette fin d'année.

« UNE ATTAQUE CONTRE L'ÉCOLE PUBLIQUE ET LAÏQUE »

A Mulhouse (Haut-Rhin) aussi, où près de 500 élèves se sont faits porter pâle dans une vingtaine d'écoles, le réveil est brutal. *« On a le sentiment de s'investir au quotidien pour faire venir à nous les familles les plus éloignées du système, et du jour au lendemain, celui de revenir dix ans en arrière »*, lâche Jean-Marie Koelblen, secrétaire départemental du syndicat SNUipp-FSU dans le Haut-Rhin.

Le syndicaliste aurait souhaité que, localement, la réponse apportée par l'institution soit plus forte. *« Plus solennelle, dit-il, avec une prise de position du préfet, du recteur, du maire... On a besoin de se sentir soutenus. C'est quand même une attaque contre l'école publique et laïque ! »*

A Strasbourg, dans la classe de CE2 d'Agathe Konieczka, moins de 10 élèves ont répondu à l'appel, le 24 janvier. *« Il manquait un tiers des effectifs aussi dans les autres classes »*, estime cette enseignante du quartier de HautePierre, qui regrette que *« ce soient les enfants qui ont le plus besoin d'école qui se retrouvent pris en otage »*. Un message qu'elle s'attache à faire passer aux parents.

RÉPONSE « AU CAS PAR CAS »

« Même parmi les familles qui n'ont pas retiré leurs enfants de l'école, on a senti de la méfiance ; des personnes qu'on croise tous les jours... ça nous a glacés », reconnaît Catherine Leduff, cosecrétaire départementale du SNUipp-FSU dans le Bas-Rhin.

Pour passer outre, elle a choisi de poser des jalons dans sa classe : *« Avec mes CM1-CM2, on travaille sur ce qu'est une rumeur, des certitudes, un mythe... et dans toutes les matières, on insiste sur la nécessité de s'appuyer sur des savoirs incontestables, en le distinguant de la croyance. »*

En Seine-et-Marne, où les JRE ont connu un succès relatif à Meaux - avec 30 à 40 % d'élèves absents dans le quartier de Beauval -, à Montereau ou à Chelles, c'est *« au cas par cas »* que l'on répond aux parents inquiets, témoigne Sandrine Bourguignon, elle aussi représentante du SNUipp-FSU.

ENTREPRISE DE DÉSTABILISATION

« La médiatisation de la polémique aura au moins eu ça de bon qu'elle a apporté aux familles d'autres informations, un éclairage sur la théorie du genre et son instrumentalisation, dit-elle, ainsi qu'un aperçu de que ce sont - ou plutôt ce que ne sont pas - les ABCD de l'égalité. »

Car derrière ces « journées de retrait », c'est bien ce dispositif, expérimenté dans dix académies cette année, avant sa possible généralisation en 2014-2015, qui est pris pour cible par des groupes extrémistes. Une entreprise de déstabilisation face à laquelle les équipes tiennent bon.

Lire également le portrait : [Farida Belghoul, de l'extrême gauche anti-raciste à la croisade anti-genre à l'école](#)

« J'ai fait le tour de neuf académies sur dix, et les enseignants, bien que choqués par la véhémence de la campagne de désinformation, ont réussi, pour la plupart, à désamorcer l'intox », témoigne Nicole Abar, chargée de mission nationale pour les ABCD de l'égalité. *« Elles attendent aujourd'hui avec impatience de savoir si le dispositif sera reconduit. »* Une décision qui dépendra du rapport d'évaluation des inspections générales prévu en juin.

« Les JRE ne sont pas la vague de fond déferlant sur l'école promise sur les réseaux sociaux, mais elles n'en constituent pas moins une remise en cause, localisée, de l'école publique », analyse Christian Chevalier, secrétaire nationale du SE-UNSA.